



Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N° 151 - Novembre/Décembre 2008

Un État brutal et corrompu

Fin octobre, les autorités du barrage de la 4^{ème} cataracte ont fermé ses portes, causant un désastre humanitaire majeur. L'inondation a fait fuir par milliers ceux qui avaient résisté au déplacement forcé dans le désert et ont été chassés de leurs maisons sans trouver abri, nourriture ni assistance médicale. Le Soudan a fermé la région aux journalistes, aux ONG et aux agences des NU dont la représentante, Uta Simon, et ses deux compagnons furent arrêtés. *International Rivers* prie les sociétés qui travaillent au projet de Mérowé – les chinois Sinohydro, allemand Lahmeyer, français Alstom et suisse ABB – d'intervenir immédiatement auprès du gouvernement soudanais pour qu'il rouvre les portes du barrage, et facilite l'arrivée de l'aide indispensable aux populations de la région. Maintenant on saurait. Pas officiellement. La 3^{ème} cataracte était une étude de faisabilité. Le contrat vient d'être signé. Un autre contrat de faisabilité a aussi été signé pour Dal, juste au sud du lac de Nubie, appelé lac Nasser en Egypte. Le projet gouvernemental à terme serait de construire aussi un barrage à la 6^{ème} cataracte, transformant ainsi la beauté de la vallée du Nil, à 100 milles au nord de la capitale, en un immense lac de Nubie, tous leurs habitants refoulés au désert, jusqu'à ce que peut-être viennent des canaux et l'irrigation.

Mahgoub el Tijani, sociologue à l'université de Tennessee, rappelle dans un article sur la corruption au Soudan, publié dans *Sudan Tribune* que, selon la Constitution, le Président de la République doit « *présenter à l'Assemblée nationale, avant le début de l'année financière, une loi sur le budget fédéral de l'État incluant les réserves, les transferts ou les allocations y allant ou en sortant ...Il (lui) fera présenter dans les 6 mois suivant la fin de l'année tous les revenus et les dépenses ainsi que les dépenses tirées du fonds de réserve* ». En fait, le budget n'est jamais présenté à temps, autorisant l'utilisation massive « *de fonds de réserve, de transferts, d'allocations* » pour des opérations secrètes dites « *opérations de sécurité classifiées* ». L'Auditeur général demande chaque année la poursuite d'officiels qui ont détourné des milliards de livres soudanaises d'argent public, c'est-à-dire des millions de dollars. Ses rapports ne reçoivent jamais de réponse et ne sont jamais suivis d'enquête. Le gouvernement ne rend pas compte des fonds secrets du ministère de l'Énergie pour les industries pétrolières et aurifères, ni des dépenses du ministère des Finances pour les Affaires présidentielles, la Défense ou la Sécurité. Les prêts consentis au Congrès national pour qu'il recrute des

supporteurs des Forces armées et du Service civil équivalent probablement à la liberté présidentielle pour les opérations de sécurité menées au Sud, au Darfour et ailleurs. La nature opaque de ces fonds jouera un rôle significatif dans les élections de 2009. Elle alimentera la corruption pour moissonner des sièges et aggravera la situation tragique des partis d'opposition, privés de finances et d'une organisation efficaces par le régime actuel. Quand les Soudanais se soulèveront-ils pour mettre un terme à ces pratiques, se demande el Tijani ?

Sans citer leurs noms, Luis Moreno-Ocampo, procureur de la Cour pénale internationale (CPI), a demandé la comparution de trois rebelles ayant participé à l'attaque d'Hashkanita. Il s'agirait de Baha Idriss, Abu Garda, des membres du Fru, issus d'une scission MJE qui parlent avec le Qatar avant de participer aux pourparlers, et d'Abdallah Banda, appartenant à ALS/unité. Le 17 novembre, Ocampo a remis 700 pages complémentaires aux trois juges de la CPI qui lui avaient demandé d'étoffer son accusation contre Béchir, envoyée brève, selon la réglementation. La citation tardera.

Bételgeuse & Deimos

Sud Soudan : sombres perspectives

Selon *International Crisis Group*, les circonstances qui auraient conduit au drame du Darfour sont réunies au Sud Kordofan où Misseriya et Noubas divisés par la guerre civile se sentent trompés par le CPA et abandonnés par le CN et le MPLS, leurs anciens protecteurs. La région serait au bord de l'explosion. Dans le Sud, la quête effrénée de pétrole dans le Sud a aliéné les populations locales chassées des terres ancestrales par des compagnies pétrolières sans scrupules. Celles-ci devront un jour rendre compte de leurs exactions. Une loi cadre est votée pour l'APLS qui a obtenu une rallonge budgétaire conséquente pour boucler l'exercice 2008. Il est probable que le Sud refuse les résultats du recensement qui devraient être publiés au début de 2009 en raison des insuffisances dénoncées avant sa tenue. De même les élections de 2009 seront probablement repoussées à la fin de l'année pour éviter les complications dues à la saison des pluies. Enfin, Kony vient de refuser une fois de plus de signer l'accord de paix avec Kampala.

La paix ? « L'initiative du Peuple du Soudan » – Les 18 responsables du MLPS qui avaient quitté le GoS en août, après l'attaque du camp de Kalma, ont repris leurs postes pour jouer un rôle actif en faveur de la paix au Darfour. En ouvrant la conférence inaugurale de « l'Initiative », appuyée par le CN et du bout des lèvres par le MLPS, et en présence de diplomates étrangers, Béchir a promis d'allouer l'an prochain 250 millions de \$US au Darfour, pour y mettre en place « un développement global équilibré et un système administratif non centralisé ». Il a aussi juré qu'il n'y avait ni sujet tabou ni résolution finale pré-fixée. Minni Minawi, chef d'une ex faction dissidente de l'ALS signataire des accords d'Abuja, assistait à cette conférence. Il s'est engagé à relayer les demandes formulées par Abdel Wahid al-Nur et Khalil Ibrahim et rejetées par le gouvernement à Abuja, en fait trois d'entre elles, un cessez-le-feu, un vice-président darfourien et des compensations individuelles. Les groupes rebelles, les représentants des Darfouris déplacés dans des camps et 13 partis d'opposition, n'étaient pas invités. Près de 60 % de Darfouris, membres du CN ou janjawid, ont participé au Forum consultatif réuni à Kenana, dans l'État du Nil blanc, pour discuter de sept questions : Sécurité, Développement et services, Déplacés, réfugiés et retours volontaires, Réconciliation et paix sociale, Dimensions internationales du conflit, Information, Solution du problème posé par Al-Nur qui refuse de participer aux négociations tant que le gouvernement n'assurera pas les garanties élémentaires de sécurité et de justice. La fusion des trois États du Darfour en un seul, à laquelle s'opposent les « faucons » du CN, a été différée par Nafi Ali Nafi, négociateur en chef pour le GoS, qui a suggéré, plus tard, un référendum.

Pour maints diplomates, des négociations directes entre les parties prenantes au conflit sont vouées à l'échec. Selon les USA, la voie privilégiée reste celle de la médiation confiée à Djibril Bassolé par l'UA et les NU et les pourparlers prévus au Qatar. Mais le 11 novembre, « l'initiative » a recommandé au gouvernement de déclarer un cessez-le-feu unilatéral au Darfour, de nommer un vice-président qui en soit issu et de fournir des compensations aux personnes déplacées. Le lendemain, Béchir annonçait « un cessez-le-feu inconditionnel [...] pourvu qu'un mécanisme de contrôle efficace soit mis en place et surveillé par toutes les parties impliquées » ainsi qu'une « campagne immédiate pour désarmer les milices et restreindre l'usage des armes par les forces armées ». Dans la foulée, le ministre des Affaires étrangères Deng Alor jugeait que cette décision conférerait au Soudan « l'autorité morale » pour demander le gel des procédures de la CPI au Conseil de Sécurité. Le MJE a rejeté cette initiative unilatérale mais annoncé qu'il enverrait des représentants au Qatar. Abdel Wahid Al-Nur a redit qu'il s'assiérait « à la table des négociations le jour où [le gouvernement] aura désarmé les janjawid, expulsé les nouveaux arrivants des villages abandonnés et contribué au retour des personnes déplacées et des réfugiés ». Ban Ki Moon, secrétaire général des NU, et Jakaya Kikwete, président de la Tanzanie et de l'UA, ont pressé le gouvernement d'entamer de vraies négociations : « le sort critique du Darfour et du Soudan en général est dans vos propres mains, celles du peuple du Soudan ». Djibril Bassolé a appelé tout le monde à cesser les hostilités pour permettre la mise en œuvre d'un mécanisme de contrôle et de surveillance. La Minuad a immédiatement offert ses services. Pendant ce temps, à l'université Zalingei à El Geneina, plus de 100 personnes – chefs de tribus, représentants des administrations locales, de la société civile ou de la jeunesse – ont discuté pendant deux jours des racines du conflit et envisagé des solutions, dans le cadre du Darfour-Darfur dialogue, un processus prévu par Abuja et soutenu par la Minuad. Il sont tombés d'accord sur la propriété de la terre, question extrêmement darfourienne. Pourquoi cette réunion suivit-elle le forum ?

Le 18 novembre, le Soudan a prolongé jusqu'au 31 janvier 2010 l'autorisation donnée aux ONG humanitaires d'exercer leur mission au Darfour. Le 20, les NU ont appelé les donateurs à abonder d'1,56 billion de \$US le fond nécessaire, en 2009, à l'action humanitaire dans cette région ravagée. Combien de temps cette aide pourra-t-elle durer ? AFP 16/10/08 ; ST 16/10/08 ; 17/10/08 ; 18/10/08 ; 23/10/08 ; 07/11/08 ; 09/11/08 ; 10/11/08 ; 11/11/08 ; 12/11/08 ; 15/11/08 ; 16/11/08 ; 17/11/08 ; 18/11/08.

La guerre ? Beau cessez-le-feu ! – Un rapport du Bureau des NU pour la coordination des affaires humanitaires a établi à la mi-octobre que près de 24 000 personnes avaient dû abandonner leurs maisons en raison des

heurts entre les forces gouvernementales et rebelles dans les secteurs de Bir Maza et de Disa, au Nord Darfour. Entre le 5 et le 17 octobre, les FAS et leurs milices ont tué une quarantaine de civils au cours d'opérations près de Muhajiriya, à 80 km de Nyala au Sud Darfour et, au Nord Darfour, un commandant de l'ALS a perdu deux combattants mais saisi plusieurs armes et véhicules gouvernementaux vers Anabaji. Dans l'Ouest-Darfour, le MJE a attaqué un convoi gouvernemental et tué 15 personnes.

Les agences humanitaires ont prévenu qu'elles ne pouvaient plus secourir les 26 000 réfugiés du camp de Dogdoré, établi à 30 km à l'ouest de la frontière du Darfour. Malgré l'apparent réchauffement diplomatique entre le Tchad et le Soudan d'une part, le déploiement de l'Eufor d'autre part, les pillages et le banditisme aggravent l'insécurité.

Deux jours après l'annonce du cessez-le-feu par Béchir, l'armée de terre appuyée par l'armée de l'air, après avoir renforcé ses troupes autour des camps des trois États du Darfour et mobilisé ses milices à l'extérieur des villes, a lancé une série d'attaques contre des positions du MJE sur la principale route qui mène au Tchad, vers Koriba et Um Mahareik. Pour le porte-parole militaire du groupe rebelle, « il ne saurait y avoir démonstration plus claire des réelles intentions du régime soudanais qui fait comme il a toujours fait [...] ». En vérité, le cessez-le-feu de Béchir n'est qu'un énorme mensonge au service des relations publiques ». Son homologue de l'armée soudanaise a naturellement nié toute frappe aérienne au Nord-Darfour, confirmé le cessez-le-feu et son respect par les FAS. Le lendemain 16 novembre, Al-Nur accusait l'armée de l'air d'avoir mené des vols de reconnaissance au-dessus des positions que son mouvement tient dans le Jebel Marra, dans l'Ouest-Darfour. Le ministre de la Défense du GoS a répondu ne pas remettre en cause le cessez-le-feu mais, pour le plein succès de la force de paix, devoir fixer les positions des troupes rebelles sur le terrain. Le 20 novembre, le porte-parole des FAS a reconnu que 30 rebelles de l'ALS avaient été tués dans une bataille à Half au Nord-Darfour – le commandant du groupe rebelle concerné affirmant, de son côté, que ses troupes avaient tué 40 soldats, fait 2 prisonniers et perdu 8 combattants ; 5 civils ont trouvé la mort et une dizaine de milliers a dû fuir après le bombardement aérien de deux villages. Le 21 novembre, l'ALS/Mini Minawi a accusé le GoS d'avoir commandité l'attaque d'Um Martei à 30 km de Dar es Salaam-Wadda, au Sud Darfour : l'armée appuyée par des janjawid aurait tué deux personnes, fait plusieurs blessés, enlevé deux enfants et volé 50 chameaux – avant qu'un avion ne revienne bombarder le village le jour suivant. ST 18/10/08 ; 24/10/08 ; 25 05/11/08 ; 30/10/08 ; 04/11/08 ; 05/11/08 ; 06/11/08 ; 15/11/08 ; 16/11/08 ; 20/11/08.

La Minuad – Le rapport sur le déploiement de la Minuad, présenté le 17 octobre au Conseil de Sécurité par Ban Ki Moon, confirme une sérieuse détérioration de la situation depuis quatre mois. La violence est alimentée par un haut niveau de banditisme, des engagements militaires occasionnels et des attaques parfois mortelles contre la force de paix (un casque bleu nigérian a été tué dans une embuscade le 6 octobre, à 75 km au nord de Nyala). Néanmoins, la Minuad a organisé plus d'un millier de patrouilles et mené 30 enquêtes, en insistant sur la protection des convois et des équipes humanitaires. Après l'attaque du camp de Kalma par les FAS le 25 août, elle y a installé en permanence une soixantaine de policiers et elle a intensifié ses patrouilles autour du camp de Zam Zam. Elle a organisé des formations sur les droits de l'homme ou la police communautaire, auxquelles ont participé 119 combattants rebelles, 90 sheikhs et chefs de tribus et 295 Darfouris déplacés. Sa liberté de mouvement a été régulièrement entravée par les restrictions imposées par le gouvernement ou par les rebelles. Malgré l'arrivée de plusieurs contingents, 65 % seulement de ses effectifs seront déployés en décembre, et 85 % en mars 2009.

Le 24 octobre, la Minuad a rappelé au ministre de l'Intérieur, selon lequel « les NU et le gouvernement soudanais ont convenu que les camps pour personnes déplacées de Kalma et de Zalingei sont des menaces pour la paix », que Khartoum s'était engagé à ne prendre aucune décision unilatérale. Le 29 octobre, des hommes armés ont attaqué une patrouille de la Minuad près du camp de Kassab blessant une femme soldat et tuant un de ses camarades. Début novembre, la Minuad a annoncé le vol d'un véhicule des NU au Sud Darfour. Le 11 novembre près de El Geneina (Darfour-Ouest), des hommes armés de lance-grenades et d'AK-47 ont tendu une embuscade à une patrouille, blessant un Casque bleu nigérian et s'emparant d'un véhicule. Dans un rapport remis au Conseil de

ALS : Armée de libération du Soudan ; MJE : Mouvement pour la justice et l'égalité ;
MLPS : Mouvement de libération du peuple soudanais ; CN : Parti du congrès national.

Sécurité, un panel d'experts mandatés par les NU révèle détenir des preuves indéniables d'une implication des services secrets soudanais dans les tentatives de déstabilisation du Tchad. Il affirme par ailleurs que la Minuad « a prouvé jusqu'ici son incapacité à se défendre elle-même ou la population du Darfour, et ne remplit pas son mandat de contrôle de l'embargo sur les armes », violé de manière flagrante par toutes les parties. Le 20 novembre, Ban Ki Moon affirme prendre très au sérieux les informations qu'il a reçues concernant des bombardements tout récents près de Kutum, dans le Nord-Darfour, ainsi que sur des combats dans la zone de Tine, dans le Darfour-Ouest, et le long de la frontière avec le Tchad ». Pour le major général Emmanuel Karenzi, son commandant adjoint, la Minuad « serait en position difficile pour se défendre » si elle faisait face à une attaque majeure et l'envoi de renforts ne suffirait pas à combler « les immenses écarts » entre les actions qu'elle peut mener et les missions qui lui sont assignées. Ce qui ne l'a pas empêché de lancer le projet pilote d'une patrouille de nuit dans la ville d'El Fasher, occupée par une garnison gouvernementale, pour tenter de prévenir un vol de véhicules. Minuad ; ST 16/10/08 ; 19/10/08 ; 21/10/08 ; 22/10/08 ; 23/10/08 ; 24/10/08 ; 25/10/08 ; 02/11/08 ; 03/11/08 ; 04/11/08 ; 10/11/08 ; 11/11/08 ; 12/11/08 ; 19/11/08 ; 26/11/08.

Soudan/Tchad – À la mi-octobre, le Soudan et du Tchad ont pris à nouveau l'engagement mutuel de s'abstenir d'apporter un quelconque soutien aux opposants du pays voisin. Le 29, une délégation du MLPS s'est rendue à N'Djamena pour discuter avec le président Idriss Déby des moyens de résoudre la crise du Darfour et de renforcer les liens bilatéraux. Les deux gouvernements ont procédé à un échange d'ambassadeurs le 4 novembre. Le 8, une mission de l'UA dirigée par Pierre Buyoya, ancien président du Burundi, a commencé son enquête sur les accusations mutuelles qu'ils s'étaient lancées à propos de l'aide apportée à leurs rebelles respectifs.

Après deux jours de discussions, les ministres des Affaires étrangères du groupe de Dakar ont adopté un budget de 31 millions de \$US pour la mise en place d'une police frontalière. Composée de 1000 soldats tchadiens et de 1000 soldats soudanais, elle se déploiera en janvier 2009 sous la supervision d'une mission d'observation, qui sera finalisée lors de la 7^{ème} réunion du groupe de Dakar, prévue à Khartoum en janvier. En attendant, une mission d'observation va être envoyée à la frontière entre le Tchad et le Soudan pour déterminer les principaux points stratégiques pour l'établissement d'une paix et d'une sécurité durables. ST 23/10/08 ; 27/10/08 ; 27/10/08 ; 2/11/08 ; 3/11/08 ; 7/11/08 ; 8/11/08 ; 9/11/08 ; 11/11/08 ; 13/11/08 ; 15/11/08 ; 16/11/08 ; 25/11/08 ; Minuad.

Enquêtes et inculpations – Le procureur spécial nommé par Khartoum pour le Darfour prétend poursuivre son enquête sur le chef janjawid Ali Kushayb, inculpé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par la CPI. Selon le ministre de la Justice, même s'il ne peut dire quand le procès commencera, « il sera jugé coupable tant les charges retenues contre lui sont lourdes ». Georgette Gagnin, directrice pour l'Afrique de Human Rights Watch, voit dans ces poursuites une tentative flagrante de sabotage des enquêtes de la CPI : les autorités soudanaises, en effet, n'ont pas précisé publiquement les chefs d'accusation, le droit pénal soudanais n'inclut pas les crimes contre l'humanité ni le génocide, il ne reconnaît pas le principe de la responsabilité de commandement, les forces de l'armée et les services de sécurité bénéficient de l'immunité, les coupables de viol ne seront pas poursuivis.

Le procureur général de la CPI vient de requérir l'arrestation pour crimes de guerre de trois chefs rebelles sans divulguer leurs noms, pour l'attaque de la base militaire d'Haskanita de l'UA qui fit 12 morts, huit blessés et un disparu en septembre 2007. Au nom de l'ALS qu'il dirige, Abdel-Wahid Al-Nur s'est engagé à coopérer avec la CPI, « des plus jeunes aux plus vieux et y compris moi-même. Les cas sur lesquels se penche la cour sont des cas judiciaires et non politiques. Il ne faut pas tout mélanger. » Le MJE « condamne catégoriquement les attaques contre les soldats de la paix, qui sont une violation de la loi internationale. La CPI est la seule instance qui puisse rendre la justice au Darfour. La justice soudanaise est incapable de mener à bien ces procès. » Bahar Idriss Abu Garda, aujourd'hui à la tête du FRU, né d'une scission du MJE, a affirmé qu'il se rendrait à La Haye s'il était cité – en ajoutant qu'il n'était pas en cause. Il se fait peut-être des illusions comme le prétend notre éditorial. ST 17/10/08 ; HRW 20/10/08 ; ST 14/11/08 ; 18/11/08 ; 20/11/08 ; 23/11/08.

Darfour et étranger – Le 9 novembre, Khartoum mandatait une firme juridique britannique pour représenter ses intérêts à la Haye, le 11, Béchir minimisait les risques encourus en taxant la CPI de « bourdonnement de moustique », non sans avoir accusé les gouvernements occidentaux d'avoir essayé de déstabiliser sp, régime depuis son arrivée au pouvoir en 1989 ; le 15, à peine reçue de la Ligue Arabe une déclaration de solidarité avec le Soudan, le ministre égyptien des Affaires juridiques et parlementaires le mettait en garde contre la faiblesse de sa position face à la CPI.

La justice et la paix – Doivent-elles signer un compromis ? La LA et surtout l'UA demandent l'application de l'article 16 de la CPI, arguant qu'une inculpation de Béchir déstabiliserait le pays, ruinerait toute chance de paix au Darfour et déferait l'accord qui mit fin à 20 ans de guerre au Sud-Soudan. Des contre-coups dans les mondes africain et arabe ne seront en rien comparés à ceux que subiront les ONG, les soldats de la paix, les civils soudanais et, au premier chef, les survivants des atrocités commises au Darfour. Le 5 novembre, Edmond Mulet, sous-secrétaire général aux opérations de maintien de la paix des NU, mettait en garde sur le risque d'une expulsion de la Minuad et d'un déraillement du CPA. Ce faisant, il répétait les menaces formulées par Béchir qui, après réflexion, a sûrement admis qu'elles le mettaient en position de coupable. Il ne les reprit pas.

Courageusement, les opposants les plus virulents à cette position sont les défenseurs soudanais des droits de l'homme qui subiraient sans doute de plein fouet les réactions gouvernementales. « Les survivants qui peuplent les camps disent que seule la justice peut faire la différence. Il ne peut y avoir de paix sans justice » – affirme Salih Osman, député au Parlement national du Soudan. Le 20 octobre, les Darfouris déplacés ont organisé une manifestation dans les différents camps de la région pour demander l'établissement de la sécurité avant le début des pourparlers de paix., reprenant les revendications d'Abdel Wahid Al-Nur. Par la voix de leur porte-parole, ils dénonçaient l'initiative qatari « parce qu'ils n'avaient pas confiance dans le gouvernement. Nous demandons à Khartoum de cesser d'abord ses attaques sanglantes et de désarmer d'abord les janjawid. » Au Nord-Darfour, les quelque 25 000 déplacés qui peuplent le camp de Kassab proche de Kutum, une ville contrôlée par le gouvernement, voient leur accès au marché strictement limité par les forces de sécurité : pour s'y rendre, ils doivent montrer un laissez-passer et franchir un check-point.

Une enquête conduite dans le camp de Kalma, où 92 000 personnes piétinent dans la poussière à 13 km de Nyala, la capitale du Sud-Darfour, révèle que ses habitants craignent par-dessus tout de ne pouvoir rentrer dans leurs villages et de devoir rester *ad vitam aeternam* dans les camps si Béchir n'est pas traduit en justice. « Les gens ont peur. Ils sont très tristes parce qu'ils n'ont aucun travail, aucune liberté et aucun moyen d'apprendre. Ils sont en colère et en pleine confusion. » En restant si longtemps, ils deviennent une proie facile pour les mouvements armés, ce qui risque de déstabiliser toute la direction des camps – ajoute le chef des affaires civiles de la Minuad. « Ces derniers sont emplis de jeunes gens qui grandissent sans espoir et sont susceptibles de faire n'importe quoi dans l'avenir, se livrer à une activité criminelle ou brandir un fusil. »

Le second point sur lequel insistent les dissidents soudanais est celui-ci : Béchir ne connaît que les rapports de forces, il fait le minimum nécessaire pour détourner l'attention internationale et, dès qu'il détecte un relâchement, renoue avec ses pratiques habituelles. D'autres militants vont plus loin encore en soutenant que son inculpation pourrait conduire à l'entrée de personnalités plus conciliantes dans le gouvernement, ce qui renforcerait le processus de paix au Darfour et dans le Sud. Ce débat critique, au cœur de toutes les interventions humanitaires de l'histoire récente, interpelle les membres du Conseil de Sécurité. Dans le cas du Soudan, pour la sauvegarde immédiate des affamés et des opprimés et pour stabiliser la situation à long terme, la paix doit-elle précéder la justice ou la justice, la paix ? D'après Julian Borger, « Khartoum conundrum », *The Guardian*, 16/10/08, et ST 20/10/08 ; 30/10/08 ; 15/11/08.

Contre-vérités d'un béninois – Le *Courrier international* du 14 novembre publie un article signé du Béninois Abdul Mussa, truffé de contre-vérités énormes : l'armée d'Abd el Wahid el Nour, qui aurait compté 165 000 hommes en 2003, en comprendrait 350 000 aujourd'hui et en souhaiterait 500 000, « afin de mater les janjawid et de tenir face aux attaques incessantes de l'armée soudanaise ». Or, il y a au maximum 80 000 janjawid et de 120 000 à 200 000 soldats des FAS engagés sur le terrain. L'estimation des effectifs rebelles est donc complètement erronée, d'autant plus que les troupes de l'ALS/AWN ont diminué depuis 2003 en raison des scissions et que, au début de la guerre, le Darfour comptait de 6 à 7 millions d'habitants ! Le journaliste raconte que l'ALS/AWN aurait enrôlé des enfants-soldats venus d'Aweil, Gogrial et Wau, qu'il cite comme exemples de villages darfouris attaqués par les janjawid alors qu'il s'agit en fait de villes du Sud-Soudan où les janjawid n'ont jamais

les pieds. Selon lui, l'Unicef, qui, à notre connaissance, n'a jamais cité le groupe d'Abd el Wahid, lui aurait arraché 4 500 de ces malheureux enfants en 2000 – alors qu'à l'époque, faut-il le souligner, l'ALS n'existait pas et que la guerre n'avait pas encore commencé, même si des arabes massacraient déjà des Masalit. Soucieux que l'on ne puisse vérifier la véracité de son enquête sur le terrain, Abdul Mussa affirme qu'on a saisi son téléphone et son appareil photo pendant son séjour. Ces mensonges éhontés participeraient-ils de la défense de Béchir contre la CPI organisée par l'Afrique? Dans sa méconnaissance du problème, la Commissaire des Droits de l'homme de l'UE vient de décerner le prix Natali 2008 à Larisse Houssou, journaliste indépendant de la même nationalité qu'Abdul Mussa, pour un article publié dans le même journal, *Le Progrès* du Bénin, ayant exactement le même contenu et portant le même titre : « Darfour : dressés pour tuer ».

PÉTROLE, SANCTIONS, ARMES, ECONOMIE

Pétrole – Le Soudan a d'abord échappé aux effets de la crise bancaire, à cause des sanctions américaines ayant entraîné un certain isolement financier mais, depuis la pointe de 147 \$US le baril atteinte le 11 juillet, le dévissage du prix international du pétrole à 40 \$ affecte maintenant les revenus de l'État. En outre, le pays est touché par la baisse de l'Euro vis-à-vis du dollar, puisque la banque centrale avait converti en Euros ses réserves en dollars. La baisse de revenus n'aurait pas d'effet sur le budget 2008, le gouvernement envisageant d'augmenter les impôts sur les véhicules importés et les services de télécommunication. La préparation du budget 2009 en tient compte et l'on parle toujours d'accroître les autres revenus et exportations, en particulier de l'agriculture (ST 21/10/08, 26/11/08, 6/11/08).

L'offre de Dar blend pour décembre est de 1,6 millions de barils contre 2 millions en novembre et le prix de vente n'est que de 34,5 \$, le plus bas depuis avril lorsque ce système de vente a été créé. Les appels d'offres pour les ventes ponctuelles de Nile Blend d'octobre à janvier ont été reportées et la production de ce pétrole a baissé de 325 000 barils à 200 000 barils par jour. Ces reports sont dus au faible prix des offres, bien que les quantités proposées aient baissé de près de la moitié. Le ministre des Mines et de l'énergie avait déclaré à Pékin que la production passerait de 500 000 barils par jour à 600 000 en 2009. Il avait aussi déclaré que la crise n'avait aucun effet sur les acheteurs de pétrole soudanais (ST 31/10/08, 7/11/08, 10/11/08, 21/11/08, 26/11/08).

Sanctions – Arguant qu'ils doivent être gérés dans l'intérêt exclusif des retraités, deux fonds de pension américains de l'État du New Hampshire ont demandé à un tribunal de dire si les règles des sanctions contre le Soudan sont conformes à la Constitution. Il est clair que si les tribunaux déclaraient qu'elles ne le sont pas, le système américain de sanctions serait en partie supprimé. (ST 20/10/08).

Armes – Le Soudan reconnaît avoir acheté 12 MIG-29 à la Russie, ce qui contreviendrait à l'embargo des Nations Unies s'ils étaient envoyés pour le Darfour. Mais on ne sait pas quand ces avions ont été achetés ni livrés. Une source a dit à *Sudan Tribune* que c'est la Biélorussie qui les avait envoyés. Les autorités russes rejettent qu'une société biélorusse soit impliquée. Des experts russes vont régulièrement au Soudan pour l'entretien des armements achetés du temps de l'URSS. (AFP 14/11/08, ST 14/11/08, ST 16/11/08).

Eaux du Nil Le Kenya accuse l'Égypte et le Soudan de vouloir monopoliser les eaux du Nil. Il demande aux deux pays de reconsidérer l'accord de 1929 entre l'Égypte et le Royaume-Uni et l'accord de 1959 entre l'Égypte et le Soudan, qui obligent les pays riverains du Nil à obtenir l'accord de l'Égypte pour toute utilisation des eaux du fleuve. L'Égypte et le Soudan refusent d'approuver le Cadre de Coopération du Bassin du Nil (NWBCF, *Nile Water Basin Cooperative Framework*) qui garantirait des ressources en eau aux autres pays situés amont. Le Kenya menace de mettre en œuvre l'accord sans les pays non-signataires qui considèrent que l'engagement du Royaume-Uni en leur nom est dépassé.

Nord-Soudan – La construction de la route entre le Soudan et l'Éthiopie est

pratiquement achevée. Elle permettra de relier les deux capitales. Cela va évidemment favoriser le commerce entre les deux pays qui s'est déjà significativement développé depuis quelques années. Un investisseur soudanais a créé une usine de produits agricoles à Bahirdar, dans la région d'Amhara. Tout va donc pour le mieux entre les deux pays.

Le Soudan étudie la construction d'un réacteur nucléaire de recherche. Le pays est signataire du traité de non prolifération et cette réalisation se ferait en accord avec l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Le Soudan a fait à l'Inde des offres privilégiées pour faciliter ses investissements, en échange de son appui pour défendre le Président Al-Bashir à la Cour Internationale de Justice. Les Indiens sont étonnés, car l'Inde n'est pas signataire de l'Accord de Rome. Ils considèrent que toute action qui pourrait contrecarrer les efforts pour la paix au Darfour « aurait des conséquences indésirables ».

La société Canartel, société à capitaux émiratis qui est la seconde entreprise de téléphonie fixe du Soudan, va se développer au Darfour (El Fasher, Nyala, El Geneina et Zalingei au Darfour) et au Sud : Rumbek, Wau et Juba dans le Sud avant la fin de l'année 2008. (ST 11/10/08, 15/10/08, 04/11/08, 08/11/08, 20/11/08, 23/11/08).

Sud-Soudan – La loi anti-corruption a été adoptée par le gouvernement. Elle doit maintenant passer ensuite devant l'Assemblée Législative du Sud-Soudan pour pouvoir être appliquée. Cette loi accroîtra le statut du président de la commission anti-corruption et donnera à celle-ci le pouvoir de poursuivre ses investigations.

Les dépenses militaires s'envolent au Sud : le Parlement a approuvé un budget militaire supplémentaire égal à 60 % des dépenses initiales. Elles couvrent en particulier des achats d'armes, dont l'explication officielle est la lutte contre l'insécurité provenant de l'Ouganda avec les rebelles de l'Armée de Résistance du Seigneur. Selon des sources diplomatiques, ces achats sont faits aussi en précaution vis-à-vis du Nord. Un navire détourné par les pirates somalis contient des chars qui, selon l'US Navy, les diplomates, les officiels de la marine et les pirates, étaient destinés au Sud-Soudan, via le Kenya. Le Sud-Soudan a démenti, Khartoum a protesté auprès du Kenya et de l'Éthiopie. Le budget 2009 est préparé sur la base d'un baril de pétrole au prix maximum de 65 \$US. En fait, le baril est déjà à moins de 50 \$. Le pétrole assure 97 % des revenus du gouvernement du Sud. Quoiqu'il en soit, le gouvernement du Sud, comme celui de Khartoum, devra se serrer la ceinture en 2009 et il cherche à améliorer les rentrées d'impôts non pétroliers.

Une nouvelle route vient d'être construite de Malakal à Bor. Un grand progrès. Le gouvernement a désigné les membres du Conseil d'Administration de la société Nile Petroleum Corporation (Nile-Pet). Le ministre de l'Énergie et des mines en est le président, des membres du cabinet de la présidence et d'autres ministres en sont membres, dont celui des Finances.

Un second réseau de téléphonie mobile a été créé à Bor, capitale de l'État de Jonglei, par la société de télécommunication koweïti Zain telecom. D'autres réseaux s'installent également dans le Sud où il y en aura bientôt cinq, brisant ainsi le monopole. (ST 10/10/08, 15/10/08, 19/10/08, 21/10/08, 24/10/08, 13/11/08).

Nekkar

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : janvier 2009 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

AFFAIRES ETRANGERES

Chine – Liu Gujin, envoyé spécial pour l'Afrique, est arrivé le 24 octobre à Khartoum. Il a conseillé de « s'arranger avec la CPI » en recherchant « un atterrissage en douceur ». La France a démenti ses propos selon lesquels les Européens étaient d'accord pour que les crimes soient jugés par des Africains et des Arabes sous direction de la CPI, mais que les Américains s'y opposaient. La Chine inviterait les autres membres du Conseil de Sécurité à plus de douceur mais se refuse à réclamer elle-même l'application de l'article 16 du Statut de Rome, qui suspendrait la procédure d'inculpation.

Le 19 octobre, 3 ingénieurs et 6 ouvriers chinois travaillant pour un consortium pétrolier ont été kidnappés au Sud-Kordofan. Le chef des kidnappeurs, Abu Humaid Ahmed Dannay, dit être un Arabe miserya (tribu qui s'est battue récemment à Abyei contre les Dinka) et un membre du MJE, ce que nie le mouvement de Khalil Ibrahim. Accusant les Chinois de ne pas se préoccuper du développement de la région, de ne fournir ni travail ni services à ses habitants et de leur refuser une juste part de la rente pétrolière, Dannay prétendait les contraindre à quitter le Sud-Kordofan. La médiation tentée par d'autres Miserya a échoué, 5 captifs ont été tués, 2 se sont échappés et tout le monde s'est renvoyé la responsabilité du drame. Dannay a dit avoir été encerclé par l'armée soutenue par des hélicoptères, ce qu'a nié le gouvernement. Le régime a d'abord prétendu avoir retrouvé les blessés et les cadavres dans un village et vouloir porter plainte contre le MJE. Celui-ci a démenti être impliqué, condamné la tuerie mais demandé à la Chine de reconsidérer ses relations avec le Soudan.

Le 1^{er} novembre, lors d'une conférence de presse au Caire, le ministre des Affaires étrangères a enfin dévoilé la vérité : « le groupe qui a kidnappé les otages faisait partie d'une milice aidant les gouvernement à combattre les MLPS [pendant la guerre du Sud]. Après la guerre, ils ne furent pas intégrés dans l'armée et continuèrent à porter des armes et à vivre au Kordofan. Ils commencèrent à piller... Nous ne nous attendions pas à de pareilles choses de leur part. » (ST 2 11). Pour Dannay, « le gouvernement a tué les Chinois lors d'une opération de secours manquée... Il nous terrorise et nous répondrons de la même manière. » (Asharq Al Awsat, Londres). Le ministère de la Défense a confirmé que les Chinois tués l'ont été pendant l'attaque lancée pour les libérer. Le survivant a finalement été rendu.

On reste sans nouvelles de trois Indiens enlevés en mai dont le gouvernement est beaucoup plus discret.

Interview de Prendergast Politique américaine

Sudan Tribune

Save Darfur Coalition, Enough project et Genocide Intervention network, trois ONG américaines, ont écrit au Président élu à propos du Darfour. Cette interview est celle de Prendergast le co-président d'Enough et un ancien officiel de l'administration Clinton.

La différence d'un nouvel accord de paix au Darfour avec celui de 2006 est que ce dernier, le DPA, ne s'est pas occupé des problèmes fondamentaux, le démantèlement des structures janjawid, des compensations individuelles importantes, un partage inadéquat du pouvoir et des richesses.

Maintenant nous envoyons des milliards de dollars pour l'humanitaire, ce ne sont que les symptômes de la crise. Quant à la CPI, on pourrait suspendre pour un an toutes poursuites, si un vrai accord de paix arrivait, quitte à laisser les choses continuer si les Soudanais ne l'appliquent pas. Il est embarrassant pour les pays arabes de soutenir ce gouvernement quand rien n'arrive pour diminuer la crise. Ils ont soutenu l'effort de Qatar mais Egyptiens et Qataris sont en désaccord. Les Darfouris ont besoin d'un engagement continu des arabes. Les Etats ne soutiennent pas la MINUAD car il n'y a pas de stratégie pour terminer la guerre. Les seules divisions internes de l'administration Bush ont rendu impossible la « vague de paix » dont parlent nos organisations. Nous n'avons pas vu de progrès. Les rebelles ne s'uniront pas tant qu'ils n'ont personne pour discuter sérieusement. L'équipe d'Obama a parlé de l'application d'une zone de non vol. Le bombardement des avions soudanais entraînerait la suspension des vols humanitaires par Khartoum. Ce serait un acte de guerre à n'être utilisé qu'en cas d'échec des autres opérations.

Grande-Bretagne – L'ambassade britannique à Khartoum a démenti une dépêche de SUNA rapportant que David Milliband, secrétaire aux Affaires étrangères, avait dit que son pays soutenait les efforts destinés à faire passer l'article 16 au Conseil de Sécurité. Selon l'ambassade, son pays presse au contraire Khartoum de coopérer avec la CPI et de prendre des mesures ambitieuses et hardies pour que la paix revienne au Darfour.

France – Le 20 novembre, à Addis-Abeba, les ministres éthiopiens et français des Affaires étrangères déclaraient que la situation ne devait « pas être laissée aux seules mains des acteurs régionaux » mais demandaient que « les NU, l'UE et l'UA collaborent afin d'apporter la paix et la stabilité au Soudan ». Pendant le sommet des NU sur le Financement pour le développement, qui s'est tenu au Qatar du 29 novembre au 2 décembre, le président Sarkozy s'est entretenu avec Béchir en tête-à-tête, l'émir ayant disparu. « La tragédie dure depuis trop longtemps... Il faut changer les choses. », a-t-il affirmé. Ces changements concernent « les rapports entre le Soudan et le Tchad et à l'intérieur du pays, les droits de l'homme, et la présence de certaines personnes [Aron] dans son gouvernement ». En septembre, Sarkozy avait proposé de suspendre l'inculpation de Béchir par la CPI s'il modifiait radicalement sa politique. Grand désespoir des ONG. Béchir ne parla pas avec Ban-Ki Moon au cours de ce sommet (AFP 29 11).

POLITIQUE INTERIEURE

Ahmed Osman el Mirghani, président du Conseil de Sécurité du Soudan entre la chute de Nimeiri (1986) et le coup d'Etat de Béchir (1989), est mort à Alexandrie et a été inhumé à Khartoum après que les honneurs militaires lui aient été rendus. La cérémonie à la crypte familiale rassemblait Béchir, des membres de son gouvernement, des chefs de partis politiques, des religieux soufis, d'autres musulmans des chrétiens et des diplomates. Son frère Mohamed el Mirghani, chef du Parti démocratique unifié, est ensuite retourné au Caire où fut signé, en juin 2005, l'accord du Caire, garanti par le gouvernement égyptien qui n'a pu le faire respecter par Khartoum.

Début novembre, **Deng Alor**, ministre des Affaires étrangères du GoS, s'est rendu en Égypte. Il s'est entretenu avec le président Moubarak des efforts de paix arabo-africains et de l'Initiative du Peuple du Soudan. Il a reconnu que son ministère avait convoqué à son insu les ambassadeurs d'Éthiopie et du Kenya à propos des « trafic d'armes » de leurs pays avec le Sud-Soudan.

Salva Kiir déplora, lors du lancement de « l'Initiative », la situation humanitaire désastreuse au Darfour. L'accord donné par certains chefs du parti **Umma** à cette même « Initiative » et leur présence au Forum ont sérieusement mécontenté leur base, notamment darfourie. L'Umma, le Congrès populaire et le Parti communiste, qui sont dans l'opposition, ont cosigné une lettre à Béchir dans laquelle ils écrivent que tous les partis politiques auraient dû être invités. Selon Nafi' Ali Nafi', le CN s'oppose à la réunion du Darfour dans une seule région et refuse qu'il soit mieux représenté au gouvernement.

Élections – Les lois sur la presse ou la sécurité nationale doivent être révisées avant les élections, et conformément au CPA, les frontières Nord-Sud doivent être délimitées ; or la médiation sur Abyei ne sera pas définie avant 6 mois. La campagne électorale et les élections doivent avoir lieu en saison sèche, de novembre à avril, or la Commission électorale nationale, nommée ce mois, ne commencera à travailler que début décembre et rien ne pourra être fait avant mai. Le MLPS est en plein dilemme : tenir les élections à temps se ferait au bénéfice du CN qui gagnerait des sièges, les retarder minerait le CPA. Salva Kiir a réaffirmé que l'autodétermination est un droit constitutionnel du Sud et d'Abyei. Même si la priorité est à l'unité, « jusqu'à présent presque rien n'a été fait pour le développement du Sud-Soudan » a-t-il ajouté. Les forces politiques du Sud-Soudan jugent que les biais du recensement, reconnus et documentés par diverses institutions, peuvent affecter les résultats. En raison du rapatriement incomplet des déplacés et réfugiés et de la forme inadéquate des questionnaires, on ne peut savoir si les gens sont du Nord ou du Sud, ce qui empêchera de s'opposer « à ce que le Soudan soit un État arabo-musulman ».

Le 28 novembre, les NU ont proposé un report d'au moins 3 mois pour les élections, sinon jusqu'en 2010. Du coup, les sudistes craignent que le référendum d'autodétermination prévu en 2011 ne soit lui aussi repoussé.

Abyei/Sud Kordofan

Alors que se poursuivent en toute impunité les massacres et exactions de toutes sortes au Darfour, en dépit des gesticulations de la communauté internationale, *International Crisis Group* redoute que ne se profile un second Darfour dans la zone d'Abyei où tous les éléments d'une explosion générale sont présents. Les ennemis d'hier réunis dans un « gouvernement d'unité nationale » continuent à jouer la division en coulisses au Sud Kordofan dans le but de rallier à leur cause les électeurs appelés à s'exprimer en 2009. Les dispositions prévues par l'Accord de Paix de 2005 sont appliquées à contre-cœur, quand elles le sont, ce qui provoque colère et frustration au sein des communautés concernées, Arabes Misseriya et tribus Noubas. Le Sud Kordofan est un Etat artificiel récent créé par l'Accord de paix à partir du Kordofan occidental et des Monts Noubas. La non-application d'un protocole spécifique a provoqué depuis trois ans ressentiment et insécurité au point de réduire en cendres la ville d'Abyei en mai dernier. Les communautés antagonistes qui ont soutenu les partis rivaux restent profondément meurtries et divisées par des années de guerre, de tensions politiques et ethniques. Marginalisés par Khartoum, les Noubas ont rejoint le MPLS dans les années 1990. Les Misseriya et autres tribus arabes ont été par ailleurs soutenues et encouragées par Khartoum qui cherchait alors à établir une zone tampon afin de sécuriser à la fois le Nord et l'accès aux champs pétrolifères proches contre la rébellion sudiste, voire mener une guerre par communautés interposées contre les pays voisins. Khartoum utilisa alors une idéologie pan-arabe et pan-islamiste pour obtenir le soutien de ces arabes et promouvoir la division entre tribus Noubas et arabes. Aujourd'hui, ces mêmes tribus se sentent abandonnées par les commanditaires d'hier qui se sont servi d'elles comme monnaie d'échange pour assurer un accord de paix dont elles sont les dupes. Les promesses ne sont pas suivies d'effet : il n'y a ni paix ni retombées de la manne pétrolière. Les 2% des bénéficiaires pétroliers dont le Sud Kordofan devrait bénéficier ne sont toujours pas versés. Peu d'intérêt a été accordé au retour des déplacés, aux projets de développement et à la mise en place d'une administration intégrée. Des conflits provoqués par l'accès à la terre et le droit aux pâturages se sont soldés par des centaines de morts sans réaction aucune des autorités régionales ou nationales. Les tentatives de soutien du CN (Khartoum) et du MPLS aux arabes et aux africains cherchent à politiser les stratégies de développement dans la perspective des élections et attisent les tensions. Par ailleurs, ces populations sont fortement armées et Nord et Sud ont concentré leurs troupes dans cette zone.

Les Noubas reprochent à leurs alliés du MPLS de les avoir oubliés au cours des négociations afin de s'assurer l'accès au pétrole du territoire d'Abyei et garantir un référendum sur l'indépendance du Sud. Lors des discussions entre Nord et Sud sur le CPA, les Noubas souhaitaient négocier leur rattachement au Sud mais le MPLS, qui les représentait, a surtout mis en avant la défense de la culture et de l'identité Noubas au lieu de concrétiser des priorités politiques. Le MPLS accepta d'intégrer des partis du Kordofan occidental à majorité arabe dans le Sud Kordofan et de repousser les questions essentielles d'ordre politique et constitutionnel (sur l'autodétermination ou le nom de l'Etat) après les élections, sans aucune garantie. De nombreux Noubas considèrent la dissolution du Kordofan occidental dans une nouvelle entité territoriale qu'ils estiment être leur Etat comme une poursuite de la politique d'arabisation menée par Khartoum contre les Noubas pendant la guerre afin d'opérer une transformation démographique et maintenir des tensions ethniques dans la région. Pour eux, augmenter le pourcentage d'arabes sur leur territoire permettra de diminuer leurs chances d'obtenir une représentation suffisamment forte lors de la prochaine consultation électorale. Beaucoup s'avouent vaincus devant la stratégie du CN d'établir une mainmise sur la région. Le recensement n'a pas tenu compte des difficultés rencontrées par les réfugiés et déplacés pour regagner leurs villages, ce qui sera un désavantage supplémentaire pour les Noubas.

Pour leur part, les Misseriya et autres tribus arabes se sentent trompées par les élites censées les représenter. Ils vivent la dissolution du Kordofan occidental et la redistribution du territoire comme une atteinte à leurs droits à la terre en même temps qu'un sentiment de perte d'appartenance à une entité administrative commune. Ils doivent à présent se battre pour exister à côté des Noubas. Ces tribus ont de tout temps été manipulées pour servir les intérêts du gouvernement central soucieux de se protéger contre les rebelles sudistes ou leurs sympathisants. Il a donc souvent été question de rappeler la fidélité à l'idéologie dominante, de souligner l'appartenance ethnique, religieuse (appel au jihad pour mobiliser les troupes face aux « infidèles » du Sud, des Monts Noubas ou du Nil Bleu). Si les Misseriya

disent vouloir protéger l'unité du pays et soutenir le CPA, ils rejettent en revanche le Protocole d'Abyei et la dissolution de l'Etat du Kordofan occidental. Certains n'hésitent pas à avancer que le Parti du congrès national a surtout défendu ses intérêts au détriment des tribus. Les Misseriya n'hésitent pas à accuser le CN de les avoir « utilisés » pendant la guerre et de les oublier dès qu'un minimum de stabilité est atteint. Le CPA était sensé être suivi de projets sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration mais les milices Misseriya n'ont reçu aucun soutien dans ce sens. Comme les chefs des milices se sentent abandonnés par le CN, le ressentiment à l'égard de Khartoum ne cesse de grandir et une étincelle pourrait facilement entraîner une explosion de violence de la part de milliers d'individus désœuvrés et toujours lourdement armés. Le CPA n'est pour beaucoup qu'un leurre car la situation politique, sécuritaire et économique n'a guère évolué dans la région.

Les deux partis rivaux ont du mal à partager le pouvoir au sein du gouvernement d'unité nationale. Les mesures contenues dans le Protocole sur le conflit des Etats du Sud Kordofan, Monts Noubas et Nil Bleu ne sont toujours pas appliquées. Nul ne se préoccupe de paix et de réconciliation sur le terrain mais surtout de diviser les communautés pour s'assurer leur soutien lors des élections de 2009. Pour l'instant, et malgré quelques avancées, le CPA est un échec qui ne peut être pris pour modèle ailleurs, notamment pour régler le conflit du Darfour, surtout lorsque la volonté nationale et internationale font défaut. La situation est explosive au Sud Kordofan. Misseriya et Noubas sont conscients d'avoir été manipulés puis abandonnés et marginalisés par les partis majoritaires au Nord comme au Sud. Certains sont prêts à prendre les armes pour réclamer ce qui leur fut promis.

Pétrole

La recherche de l'or noir provoque des dégâts considérables dans le Sud. Des villages entiers ont été détruits pour faire place aux compagnies pétrolières qui prospectent le pétrole, des millions d'arbres ont été coupés et des centaines de milliers de personnes déplacées sans compensation. Des hommes politiques et représentants de la société civile issus des zones pétrolifères s'insurgent de voir tant de puits creusés dans leur secteur. Selon Gatkuoth Duop Kuich « ce qui s'est passé dans le Nord du Nil Supérieur est absurde. Les gens ont été chassés de leurs terres et personne n'a rien dit ». M. Kuich, député de Jonglei et président de la commission parlementaire sur les ressources naturelles au parlement du Sud, estime que les vingt ans de guerre civile ont montré que les compagnies pétrolières faisaient peu de cas de la vie humaine. Depuis les années 1980, le pétrole a été une cause majeure de la guerre qui a accentué la marginalisation du Sud. L'administration de Jaffer Nimeiri a violé l'Accord de paix signé en 1972 avec le Sud en refusant de rendre Abyei au Sud après qu'on y eut découvert du pétrole et fit assassiner les hommes politiques d'Abyei qui visitaient la région ce qui provoqua le soulèvement de 1981. Trois ans après la signature du CPA, Abyei est toujours en guerre.

Lors d'une conférence récente à Juba, des participants sont originaires d'Abyei, dévastée en mai dernier, qui devra décider en 2011 si elle reste dans le Nord ou passe dans le Sud, ils viennent aussi du Sud Kordofan et du Nil Bleu qui devront choisir en 2011 s'ils veulent rester dans le nord ou rejoindre le sud, ils viennent de Jonglei où les compagnies explorent les terres des Noirs qui, il y a encore un an, devaient choisir entre soutenir la française Total ou la britannique d'un homme de cricket, White Nile.

Ils racontent tous les mêmes histoires. A Jonglei, la méfiance de la communauté à l'arrivée de White Nile provoqua presque une guerre civile. White Nile sentant son emprise sur le block B lui échapper monta les habitants contre Total, ce qui fut facile. Pendant la guerre, Total dépensa 1,5 million de dollars par an pour renouveler ses droits d'exploitation alors que toute opération avait été suspendue dès le début de la guerre. Beaucoup considèrent cette fidélité comme une compromission inacceptable avec l'ennemi. Un an après que l'entreprise White Nile, discrètement enregistrée au Royaume-Uni, décida d'abandonner son contentieux avec Total, les anti Total se sont calmés mais la communauté a toujours les poches vides. Total a discrètement versé des sommes d'argent à l'Etat de Jonglei pour financer le développement mais « nous leur conseillons de nous procurer des documents juridiques authentiques et de respecter nos populations » a dit Mr Kuich. Ascom n'a rien fait alors qu'ils forent une partie du Block B à Jonglei.

Un rapport de la Commission européenne sur le pétrole au Soudan (ECOS) estime que les entreprises pétrolières n'ont jamais montré de compassion pour les victimes, ni tenté d'évaluer le niveau de souffrance et de destruction infligé à ses populations pour exploiter le pétrole. Les provinces de l'Unité et du Nil Supérieur ont subi les pires exactions de la part de Khartoum à une époque où nul ne s'intéressait à ce qui se passait dans ces régions.

ABYEI, SUD-KORDOFAN ET SUD-SOUDAN

Dans l'Unité, la compagnie White Nile installa une entreprise en 2006 pour traiter le pétrole brut à base de soufre. Deux ans plus tard, des responsables dénoncent la mort d'au moins vingt-cinq personnes par contamination de l'eau par le soufre. Dans le nord du Nil Supérieur, on dénonce la destruction de villages entiers pour utiliser le sable sur lequel ils se trouvaient afin de construire des routes destinées à l'exploitation du pétrole. Les tombes des ancêtres ont disparu pour laisser place aux routes, ce qui horrifie les Dinka. Ces routes ont des passages pour l'eau totalement insuffisants. Elles partagent donc la région en zones désertiques et grands lacs. Rien n'en serait exploitable. Pas plus que les arbres, le sable n'a été payé à quiconque. Pour assurer l'accès aux champs pétrolifères, des dizaines de milliers de personnes ont été tuées, blessées, des femmes violées, des enfants enlevés. Beaucoup vivent dans des conditions épouvantables, certains dans les taudis minables autour de Khartoum, d'autres dans des centres tels que Bentiu. L'insécurité dans ces régions est considérable car les populations sont exaspérées d'avoir été déplacées sans compensation. Celles-ci réclament des écoles, des hôpitaux et des projets de développement. Il n'existe pas au Soudan de processus d'autonomie grâce aux revenus pétroliers car les communautés qui devraient en bénéficier ont été dépossédées de ces richesses et que la communication entre ces communautés, les compagnies pétrolières et le gouvernement est inexistante. Deng Chulol, député de Jonglei, souligne que la question du pétrole est longtemps restée un sujet tabou dont on ne pouvait parler ouvertement. Les hommes politiques redoutaient les compagnies pétrolières, les travailleurs sociaux n'osaient pas les défier car ils savaient qu'elles étaient soutenues par le gouvernement. Ceci a permis aux compagnies de s'en tirer sans remplir leurs obligations alors qu'elles détruisent l'environnement, s'emparent des terres et des ressources qu'elles recèlent. Mais les hommes de loi issus des zones pétrolifères préviennent que ceci ne peut durer. Ils ont fondé un organisme indépendant afin de réguler les activités des compagnies pétrolières dans le pays en vertu de normes internationales en vigueur dans le domaine pétrolier. *Sudan Oil Human Security Initiative* est un groupe de pression représentatif de la communauté qui a des mandats séparés pour le nord et le sud. Le but est d'en faire aussi un partenaire de la Commission Nationale sur le pétrole qui représente à la fois le Nord et le Sud et a le dernier mot sur la question du pétrole au Soudan. Le gouvernement du Soudan s'est laissé aller à créer cet organisme seulement l'an dernier après avoir refusé pendant deux ans de peur de perdre le contrôle sur la gestion du pétrole (Daily Nation, 14/10/08).

Sécurité

Le GOSS a voté la première loi sur l'ALPS depuis la mise en place du gouvernement autonome du Sud. La loi stipule la constitution, la mission, les structures, l'exercice du pouvoir, les fonctions et les devoirs de l'armée. Le projet de loi précise que l'ALPS est une armée neutre soumise à l'autorité civile du Sud et dont la mission est de protéger le peuple et l'intégrité territoriale du Sud Soudan. La loi distingue nettement l'ALPS en tant qu'armée du Sud dirigée par son Commandant en Chef, le Président du GoSS, et le MLPS qui n'est qu'un parti politique. L'ALPS se divise entre forces actives - Terre, Air, Fleuves - et réservistes. Kuol Athian, ministre des Finances du GoSS a demandé au Parlement de voter un budget supplémentaire équivalent à 61% du budget militaire initial pour faire face aux dépenses excessives de l'armée. Il aurait besoin de 2,08 milliards de Livres soudanaises (980 millions de \$) en plus des 3,4 milliards de Livres soudanaises déjà votés pour 2008. Ce budget peut être financé par les bénéfices pétroliers qui constituent 99% des revenus du Sud. Athian a précisé que le GoSS avait déjà dépensé 70% de son budget en juin. Nul n'ignore que le Sud s'arme massivement en prévision de prochains conflits. Le navire ukrainien intercepté en octobre par des pirates somaliens a permis de révéler que sa cargaison d'armements lourds, dont des tanks, était destinée au Sud Soudan malgré les dénégations du GoSS. Khartoum a convoqué les ambassadeurs du Kenya et d'Ethiopie pour protester contre l'importation illégale d'armements vers le Sud (ST, 15/10/08). La rallonge budgétaire a été approuvée le 23 octobre (ST, 24/10/08).

Le GoSS a mis en place un bureau spécial placé sous le contrôle du ministère de l'Intérieur pour coordonner sa politique de contrôle des armes au sein de la population civile. Il s'agit de réduire le problème de l'insécurité dans le Sud dû à la prolifération des armes. Une somme de 5,4 millions de Livres soudanaises lui a été attribuée ; l'ONU et les donateurs ont promis d'apporter leur contribution technique et financière. Ce bureau fera le lien entre les différents ministères et services de sécurité ainsi qu'avec le Nord et les pays voisins pour réduire l'importation illégale d'armes (!). La prolifération des armes multiplie les conflits tribaux et les tentatives de désarmement des populations civiles se sont jusqu'ici heurtées à une résistance impitoyable depuis 3 ans (ST, 31/10/08).

Recensement

Les différents courants politiques sud soudanais pourraient rejeter les conclusions du cinquième recensement mené en avril. Une rencontre sur le dialogue Sud-Sud à Juba en novembre a permis de trouver un consensus pour soutenir que le Sud représente un tiers de la population jusqu'à ce qu'un recensement fiable soit effectué. Le GoSS avait manifesté son désaccord à la conduite du recensement trop précipité avec des milliers de déplacés et de réfugiés qui n'avaient pu rentrer chez eux, des questionnaires inappropriés notamment sur l'appartenance ethnique et religieuse, une période de l'année inadaptée en raison des pluies torrentielles interdisant l'accès à certaines zones, etc... les partis du Sud tiennent à maintenir le calendrier des élections générales et à revoir des projets des lois du gouvernement central non conformes à la constitution provisoire, notamment sur la sécurité nationale, la presse et les médias, le code de procédure pénale, le code civil, la loi sur le code pénal, les travailleurs et les syndicats (ST, 15/11/2008)

Infrastructure routière

C'est une première : la route, carrossable par tous les temps, reliant Khartoum à Juba est enfin ouverte au trafic routier après avoir été fermée pendant plus de 20 ans de guerre. Ceci réduira considérablement les frais de transport des personnes et des marchandises qui, jusqu'à présent, étaient acheminées par avion. Un vol simple Khartoum-Juba coûte 200 dollars. Gabriel Changson Chang, ministre de l'Information, a annoncé qu'un projet de 400 millions de dollars était à l'étude pour développer le réseau routier entre Etats et en direction des pays voisins. Le ministère des routes et des transports envisage de relier le Sud Soudan et l'Ethiopie depuis les Etats du Nil Supérieur, Jonglei et l'Equatoria Oriental. Il est prévu de goudronner l'an prochain les routes reliant Juba à l'Ouganda et au Kenya. Ces projets vont faciliter la circulation des personnes mais aussi les investissements et les échanges commerciaux indispensables au développement du Sud (ST, 29/11/08).

Elections

Par la voix de son secrétaire général, Pagan Amum, le MPLS refuse de différer les élections nationales de 2009 reconnaissant que seule la commission électorale pourrait prendre une telle décision. Cependant, de nombreux obstacles se dressent à la tenue d'élections avant juillet 2009 : le conflit du Darfour, la révision de nombreuses lois notamment sur la presse et la sécurité, la démarcation définitive de la frontière entre Nord et Sud, le statut de la région d'Abeyi, les difficultés de déplacement dûs à la saison des pluies (ST, 06/11/08). Une équipe d'experts de l'ONU a conseillé au GoSS de repousser à novembre 2009 ou début 2010 la tenue des élections nationales afin d'éviter les complications logistiques dues aux pluies. Depuis 1956, il est acquis que les élections se tiennent pendant la saison sèche. Il est évident que le retard accumulé pour voter la loi électorale et nommer la commission chargée des élections ne permet pas de respecter le calendrier prévu par le CPA. La loi électorale n'a été votée qu'en juillet dernier et la commission vient juste d'être nommée. La loi prévoit que les élections aient lieu six mois plus tard, or la commission n'aura jamais le temps de préparer les élections à l'échelle nationale avant le début de la saison des pluies. L'ONU propose de profiter de la saison sèche actuelle pour enregistrer les électeurs et organiser le vote en 2009-2010. Le CN se dit prêt à organiser les élections selon le calendrier prévu tandis que des réticences s'expriment au sein du MPLS. Un mandat d'arrêt contre al Beshir pourrait influencer le calendrier électoral (ST, 30/11/08).

L'Armée de Résistance du Seigneur

Une fois de plus, Joseph Kony ne s'est pas montré ce samedi 29 novembre malgré la promesse de signer l'Accord de paix avec Kampala. Il avait esquivé deux rencontres en avril et en mai alors que le document définitif était prêt, prétextant que les mandats d'arrêt lancés par la CPI étaient un obstacle à la paix dans le nord de l'Ouganda. Joachim Chissano, envoyé spécial de l'ONU pour les zones affectées par l'ARS et les membres de la médiation qui s'étaient rendus ce samedi à Ri Kwanba sur la frontière entre Soudan et Congo, sont rentrés bredouilles à Juba. Chissano reste optimiste et espère que Kony pourrait se montrer le 30 novembre pour signer la paix, ce que Riek Machar a confirmé (ST, 29/11/08). Finalement, Kony est resté invisible et a fait savoir qu'il ne signerait pas tant que le mandat d'arrêt international lancé par la CPI n'était pas levé (ST, 30/11/08).

Elias

On est sans nouvelles du **journaliste darfourien Nur ed Din Braima**, tenu au secret depuis le 24 octobre. Selon Salah Kajam, l'éditeur de *Ajraz al Hurreya* (les Cloches de la liberté), il avait traduit en arabe les propos d'une déplacée à Nyala pour le ministre des Affaires étrangères du Qatar : « *le seul crime de cet homme est d'avoir aidé une femme coupable de ne pas parler l'arabe* » dit l'éditeur qui, en signe de solidarité, n'a pas imprimé son journal une journée, après que des agents de sécurité aient censuré 7 articles sur l'arrestation de Braima. *Ajraz al Hurreya* entretient des relations étroites avec le MLPS qui retire ses officiers des services de sécurité travaillant à la censure, activité anti-constitutionnelle depuis les accords de 2005.

Le 4 novembre, **les journalistes soudanais ont suivi une grève de la faim** d'une journée, tandis que *Ajraz el Hurreya*, *Al Maidan* (parti communiste) et *Raya el Shahab* (parti populaire); suspendaient leur parution pendant 3 jours. *Ajraz el Hurreya* n'est pas sorti plus de 20 fois depuis son lancement en avril dernier, à cause des censeurs. Le 12 novembre, **10 journaux refusaient à nouveau de paraître en signe de protestation**. Plus de 100 journalistes ont manifesté devant l'Assemblée nationale contre la censure croissante, contraire à la liberté de la presse. Ils voulaient remettre aux parlementaires une lettre les pressant de réviser la loi mais la police a arrêté 77 d'entre eux qui refusaient de s'en aller. Ils ont été relâchés après avoir signé un papier s'engageant à se rendre au tribunal pour être jugés pour manifestation illégale contre la censure. Selon un correspondant d'*Al Jazeera*, les officiers de sécurité ont confisqué une vidéo qu'il avait tournée au moment des arrestations et l'ont convoqué à la Sécurité. Le chef du MLPS au Parlement a condamné l'arrestation. L'Union des Journalistes du Congrès national, le parti au pouvoir, dit désapprouver la censure mais n'a pas condamné pas ces événements. Le chef de la sécurité, Salah Gosh, a soutenu que ces mesures exceptionnelles n'étaient pas illégales mais résultaient de pratiques irresponsables qui affectent les plus hauts intérêts de la Nation. « Quelques journalistes sont en contact avec quelques ambassades et reçoivent de l'argent d'elles », dit-il à son habitude.

Jusqu'à présent, **50 personnes ont été condamnées à mort** pour avoir participé à la bataille d'Omdurman, menée par le MJE. Le Président attend, avant de signer leur grâce ou de les faire exécuter, la décision de la Cour d'appel devant laquelle elles ont déposé un recours. Il attend aussi celle de la CPI. Si le gouvernement est autorisé à établir plus de cours anti-terroristes, faites sous influence américaine après le 11 septembre 2001, **20 prétendus rebelles attendent une peine de mort**. Pour Jazouli, ces cours sont illégitimes. Cet avocat était le défenseur de Abdel Aziz, le frère du chef du bureau politique du JEM, et il n'a pu le voir que quelques instants avant la session. Sa demande d'ajournement n'a pas été acceptée. Le rapporteur du Conseil soudanais des droits de l'homme a rejeté ses critiques.

Le rapport des NU sur les droits de l'homme publié le 28 novembre concerne le Soudan, à l'exception du Darfour. Dans tout le nord du pays, les services de sécurité ont usé systématiquement contre les opposants politiques de l'arrestation arbitraire et de la détention, parfois accompagnée du secret, de mauvais traitements, de tortures ou de détentions dans des endroits non officiels. La torture est utilisée pour intimider les opposants, les punir, en tirer des informations, les obliger à s'incriminer ou à en incriminer d'autres qu'eux. Dans certains cas, des menaces de mort sont proférées à l'encontre de qui parlerait des tortures qu'il a subies. Le CPA signé en 2005 limite le mandat de la sécurité à un rôle de conseiller mais, au Sud-Soudan et dans les trois zones d'Abyei, des Monts Noubas et du Haut Nil Bleu), les soldats ALPS ont longtemps arrêté illégalement des civils sur lesquels ne pesait aucune charge. Toutefois, des exemples positifs existent. Certains juges n'ont pas tenu compte de confessions arrachées sous la torture. Le GoSS a établi une commission des droits de l'homme et prépare la législation qui la concerne.

Après la publication de ce rapport, **la zone de Mandela**, près de Khartoum, habitée par des Sudistes et des Darfouris, a été **démolie de force** pour un « *planning urbain* » pendant la saison froide, comme presque tous les ans. Cette destruction s'est accompagnée de violations de droits de l'homme et les gens ont été relogés dans des endroits lointains, dépourvus de tout service de base.

Trois activistes des Droits de l'homme ont été arrêtés pour des

questions liées à la CPI. Cinq jours plus tard, Amir Suleiman, président du centre de Khartoum pour les droits de l'homme et le développement environnemental, et Moneim El-Gak ont été relâchés. Le troisième, Osman Hummida, est un des fondateurs de SOAT. Citoyen britannique, il est accusé d'espionnage au profit de la CPI et risque la peine de mort (*Al Rayyam*). On ne sait pas où il est emprisonné. HRW et Amnesty ont protesté. Pas de commentaires à Khartoum. La presse est censurée.

Les résidents au Soudan pourront désormais obtenir **la nationalité soudanaise après 5 ans de séjour**, contre 10 ans auparavant. La citoyenneté sera aussi donnée à tous les enfants de mères soudanaises. Les personnes concernées sont le plus souvent originaires du Mali et du Tchad d'où elles sont parties à cause de la sécheresse, ou bien de l'Éthiopie et de l'Érythrée, qu'elles ont quittées pour des raisons économiques. Dans quel sens cette décision modifiera-t-elle le résultat des élections ? (ST 29/10/08).

Mo Ibrahim, un Britannique d'origine soudanaise, a gagné 5 milliards de dollars grâce à l'industrie du téléphone portable. En 2006, il a établi en 2006 une **fondation** qui attribue un prix annuel à un ancien chef d'État, (5 millions de US\$ pendant 10 ans et 200 000 après). Cette année, le prix a été décerné à Festus Mogae, l'ancien président du Botswana, pour avoir maintenu l'inflation à un taux très bas et su attirer les investissements étrangers. Le précédent bénéficiaire était Joachim Chissano, ancien président du Mozambique.

La police égyptienne a abattu un Soudanais qui essayait d'entrer illégalement en Israël. Elle a arrêté, interrogé, battu et torturé 23 Darfouris arrêtés à El Arish, dans la péninsule du Sinaï, avant qu'un avion affrété par l'ambassade soudanaise ne les ramène au Soudan, entravés par des menottes. Après enquête, HRW a publié un article sanglant et dénoncé le fait que ni l'Égypte ni Israël ne respectaient pas leurs engagements en matière de droits de l'homme. (ST 22/10/08, 08/11/08).

Le Tunisien Adnen Hasnaoui a porté plainte contre l'Iranien Ahmadinejad qui, le 23 septembre, a prononcé un discours d'incitation à la haine jugé terroriste par la loi tunisienne (Communiqué de presse tunisien le 28 10 08). Le roi Abdallah d'Arabie Saoudite a décidé de tenir une conférence inter-religieuse sous les auspices des NU. Décision courageuse et hardie.

La victoire de Barack Obama a valu aux habitants du Sud-Soudan un jour de congé, pour selon Salva Kiir, marquer leur solidarité avec le Kenya (dont son père était citoyen) et rappeler que le CPA doit beaucoup aux Américains. Les jeunes et les rebelles du Darfour, Abd el Wahid el Nour, Khalil Ibrahim et même Minni Minawi, ont manifesté leur enthousiasme : Biden, l'assistant de Barack, n'a-t-il pas dit en 2007 que, si nécessaire « *2500 Américains, si nous n'obtenons pas les 21 000 troupes des NU, peuvent arrêter le génocide maintenant* » ? (ST 03/11/08, 04/11/08).

S O M M A I R E

EDITORIAL	p. 1
Un État brutal et corrompu <i>Bételgeuse, Deimos</i>	
Sombres perspectives <i>Elias</i>	
DAR FOUR	
Paix, Guerre, Minuad	p. 2
Soudan/Tchad, Darfur et étranger, Paix et justice	p. 3
Contre-vérités	p. 4
PETROLE, ARMES, ECONOMIE <i>Nekkar</i>	p. 4
AFFAIRES ETRANGERES	p. 5
POLITIQUE INTERIEURE	p. 5
SUD-SOUDAN <i>Elias</i>	
Abyei/Sud-Kordofan, Pétrole, Sécurité,	p. 6
Recensement, Infrastructure, Elections, ARS	p. 7
DROITS DE L'HOMME	p. 8